













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N°2511F011

**Rédaction et mise à jour de plans d'intervention et
de sécurité (PIS) des tunnels canaux gérés par VNF**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Rédaction et mise à jour de plans d'intervention et de sécurité (PIS) des tunnels canaux gérés par VNF
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois ferme, 18 mois avec reconduction
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec en cas d'acceptation

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Durée du contrat	7
6.2 - Reconduction	7
6.3 – Délais d'exécution	8
7 – Conditions et modalités d'exécution	8
8 - Prix	10
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
8.2 - Modalités de variation des prix	10
9 – Avance et clauses de financement et de sûreté	11
10 - Modalités de règlement des comptes	11
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement	Erreur ! Signet non défini.
11 – Droit de propriété intellectuelle	15
12 – Développement durable	15
13 - Pénalités.....	15
14 – Changements affectant la situation du titulaire	16
15 - Assurances.....	17
16 - Résiliation du contrat.....	17
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	17
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
18 – Ethique et respect des principes de développement durable	18
17 - Règlement des litiges et langues	18
19 - Dérogations	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent accord-cadre a pour objet la rédaction et la mise à jour des plans d'intervention et de sécurité (PIS) des tunnels canaux gérés par VNF.

La description détaillée des prestations attendues est précisée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu à prix mixte. Les prestations seront rémunérées à la fois par application de prix forfaitaires et par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par VNF et sur la durée totale du marché, reconduction comprise, soit 18 mois, dans la limite du montant maximum ainsi fixé à :

Montant minimum euros HT	Montant maximum euros HT
Sans montant minimum	175 000 € HT

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix. Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée du marché public.

1.4 - Prestations supplémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique) et aux marchés publics de prestations similaires.

- Marchés pour la réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre passé après mise en concurrence.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- L'état des prix forfaitaires (EPF),
- Le mémoire technique du titulaire,
- Les bons de commande transmis au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-PI, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

3 - Intervenants

3.1 – Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice générale de VNF ou toute personne habilitée pour l'exécution du marché.

La directrice de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement, son adjoint, ou toute personne désignée par la directrice générale de VNF pour le remplacer, est chargée de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre et est compétente pour passer différents actes d'exécution (bons de commande, etc). Elle reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Elle procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

3.2 – Titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne nommément à l'acte d'engagement :

- une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (bons de commande, décisions de prolongation, etc), d'éventuels avenants ou autres.
- un chef de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. animateur de l'équipe, le chef de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de trente jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai trente jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

3.3 – Co-traitance

L'accord-cadre est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

3.4 - Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

Il est fait application des articles R2193-1 du Code de la commande publique et suivants en la matière.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du code civil.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché public relatif à la réalisation d'études sur les tunnels-canaux, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, notamment les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi Informatique et Libertés).

Le titulaire du marché peut être amené, pour les besoins de l'exécution du marché, à traiter des données à caractère personnel pour le compte du pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD.

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement sur instruction documentée du pouvoir adjudicateur ;
2. garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
3. mettre en œuvre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer un niveau de sécurité adapté au risque ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données s'engagent à respecter la confidentialité ;
5. tenir un registre des traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
6. assister le pouvoir adjudicateur pour répondre aux demandes d'exercice de droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, etc.) ;
7. notifier sans délai toute violation de données à caractère personnel.

Le titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie des traitements de données sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

À l'issue du marché, les données devront être restituées ou supprimées selon les instructions du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est pleinement responsable du respect de ses obligations en matière de protection des données. Toute violation de ces dispositions pourra donner lieu à l'application de sanctions contractuelles, sans préjudice des actions en réparation de dommages causés.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconductible une fois pour une durée de 6 mois, par décision expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la date de fin de la durée initiale du marché. Dans le cas où l'accord-cadre est reconduit, le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6.3 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution qui ne sont pas mentionnés dans le CCTP seront mentionnés dans les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée totale de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commandes concernés, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les délais de vérification et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation selon l'article 13.3.4 du CCAG-PI.

7 – Conditions et modalités d'exécution

7.1 Lieux d'exécution

Le titulaire exécute les prestations de rédaction objet du marché dans ses locaux.

Les visites préalables à la phase rédactionnelle auront lieu sur les lieux mentionnés au CCTP.

Les réunions pourront se faire en visioconférence ou en présentiel conformément au CCTP.

7.2 Réunions

Afin d'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur pourra commander des réunions supplémentaires conformément aux lignes de prix reprises au BPU (22.1 et 22.2).

7.3 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations intégrées au bordereau des prix unitaires (BPU) s'exécutent au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La gestion des bons de commande, le suivi de la prestation commandée et le paiement de la prestation seront effectuées ponctuellement, à la survenance du besoin, par VNF.

Les dispositions concernant les livrables sont définies au CCTP et seront précisés dans les bons de commande.

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et rémunérées par application des prix indiqués au BPU aux prestations commandées et réalisées. Les prestations pourront être activées plusieurs fois.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution d'un bon de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévue au bon de commande concerné, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception ou notifiés en main propre. En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de

commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande comporteront :

- la référence de l'accord-cadre;
- la désignation de la ou les prestation(s) ;
- le(s) délai(s) d'exécution des missions ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le BPU.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

7.4 - Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose, dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI.

7.5 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire seront réalisées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Le point de départ du délai des opérations de vérification quantitative et qualitative est la date de réception des livrables par le représentant du pouvoir adjudicateur.

VNF analyse les livrables afin de vérifier qu'ils correspondent aux prestations commandées.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

En complément à l'article 28 du CCAG-PI, les notifications des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

7.6 - Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai de deux mois suscité, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti de deux mois, les prestations sont considérées comme reçues à compter de l'expiration de ce délai.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Afin de faciliter le respect de ces délais par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à lui communiquer,

au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des livrables.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est conclu à prix mixtes.

Les prestations définies au sein du CCTP et de l'état des prix forfaitaires (EPF) donnent lieu à l'application de prix forfaitaires.

Les prestations définies dans le CCTP et le bordereau des prix (BPU) donnent lieu à l'application de prix unitaires.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les dépenses nécessaires à toutes les réunions tous les frais y afférents (préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire) qu'elles se tiennent à distance comme en présentiel.

Les prix comprennent également toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP dont les frais de déplacement et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés ainsi que le prix de cession des droits de propriété intellectuelle concernant les livrables.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

Les prix du marché public sont établis en euro hors T.V.A.

8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont **fermes la première année puis révisibles annuellement**, à sa date anniversaire de la notification, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

- Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, la date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, la date d'établissement des prix correspond à la date de signature de l'avenant par le titulaire.

- Indice de référence

L'indice de référence est le Syntec ; il est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

- Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Indice (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Indice (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

En application de l'article 10.2.2 du CCAG-PI, les prix à payer sont ceux applicables à la remise des prestations.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les montants des décomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

9 – Avance et clauses de financement et de sûreté

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire, s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Sur la base de l'article 11 option A du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Ce taux est porté à 20% pour les PME (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct).

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

10 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- ✓ Au titulaire et à ses sous-traitants,
- ✓ Au mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

10.1.1 Etablissement et adresse d'envoi des demandes de paiement

En application des articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

➤ **Acomptes :**

Les prestations dont le délai d'exécution serait supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement de ces sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les trois mois, au fur et à mesure de la réalisation des prestations, sur service fait. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

➤ **Règlements partiels définitifs**

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif. Ces paiements s'effectuent au fur et à mesure de la réalisation des bons de commande, sur service fait.

Le versement du règlement (acompte ou règlement partiel définitif) est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

Les demandes de paiement sont effectuées selon les stipulations des articles 11.3 à 11.7 du CCAG-PI.

10.1.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6 et 7 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
11. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
12. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

10.1.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

➤ Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-PI.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-PI, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire.

➤ Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements partiels définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-PI.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que **l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et / ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

10.1.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

10.2 - Paiement des co-traitants, des sous-traitants, ci-après dénommés pour l'ensemble « sous-traitants »

10.2.1 Désignation de sous-traitants(s) en cours d'exécution de l'accord-cadre

Si le candidat présente un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci le fera au moyen d'une déclaration de sous-traitance.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de la déclaration de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire à VNF, doivent être établies en euros.

10.2.2 Paiement des co-traitants

La signature des demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.2.3 Paiement des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11 – Droit de propriété intellectuelle

Les résultats (livrables) de l'accord-cadre sont notamment les PIS et les documents de travail.

Conformément au Chapitre 6 du CCAG-PI, le présent accord-cadre prévoit une cession à titre exclusif, des droits de propriété intellectuelle sur les résultats considérant qu'ils s'agissent de résultats confidentiels conformément à l'article 35.2.1 du CCAG PI. Par conséquent, le titulaire ne peut utiliser les résultats.

En conséquence, le titulaire cède à VNF, à titre exclusif, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats, et ce, pour le monde entier, pour toute la durée légale de protection desdits droits, actuelle et future, et pour tous modes d'exploitation, connus ou inconnus à ce jour, notamment reproduction, représentation, adaptation, traduction, distribution, commercialisation, cession à des tiers, intégration dans d'autres œuvres, sur tout support et par tout procédé.

En complément de l'article 35.1.1 du CCAG-PI, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra restituer à l'issue de l'accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par VNF.

12 – Développement durable et BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis¹, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI et de l'article 6.2 du présent CCAP. Les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard sur les délais d'exécution contractuellement prévus, le titulaire encourt, dans les conditions prévues au CCAG PI, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/500$$

¹ Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant de la pénalité est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée la pénalité.

13.2 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les autres pénalités suivantes sont applicables :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités relatives au retard de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée	Journalière	200,00 €	Pénalités relatives au retard de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet : 200 € par jour ouvré de retard jusqu'à la date de résiliation de l'accord-cadre.
Pénalités relatives aux réunions	Forfaitaire	500,00 €	Pénalités relatives aux réunions : 500 € par membre absent.
Non communication des documents liés au dispositif environnemental	Forfaitaire	200,00 €	En cas de non-transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en œuvre par le titulaire, une pénalité égale à 200 €.

13.3 – Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Répartition des pénalités entre co-traitants

En cas de co-traitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les co-traitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité auprès du mandataire.

14 – Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

15 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

16.1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire sont définies à l'article 39 du CCAG-PI. Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés à l'article 39.1 du CCAG-PI en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

16.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 27 du CCAG-PI, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

16.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF

La directrice générale de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a cependant, droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 – Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

18 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-PI
- L'article 7.5 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG-PI
- L'article 7.6 du CCAP déroge aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1.3 du CCAG-PI
- L'article 13.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-PI
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-PI
- L'article 16.1.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-PI

